

La France dénonce les violations des droits de l'Homme au Burundi

@rib News, 30/04/2018 â€“ Source AFP La France a condamné lundi "les menaces et intimidations répétées à l'encontre de toute voix discordante" au Burundi après la condamnation à 32 ans de prison d'un militant ayant protesté contre le troisième mandat controversé du président Pierre Nkurunziza.

"La France d plores les restrictions imposées aux libertés fondamentales au Burundi", a déclaré le porte-parole adjoint du ministère français des Affaires étrangères, interrogé sur le sort du militant. "Elle condamne les menaces et intimidations répétées à l'encontre de toute voix discordante, de l'opposition politique, des défenseurs des droits de l'homme et des médias indépendants", a-t-il ajouté. Paris "appelle les autorités burundaises à respecter les libertés fondamentales et les droits de l'homme", a-t-il poursuivi. Le tribunal de grande instance de Bujumbura a condamné jeudi Germain Rukuki à 32 ans de prison, l'une des plus lourdes peines jamais prononcées au Burundi, selon la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH). Une source judiciaire a confirmé à l'AFP cette condamnation pour "avoir participé à un mouvement insurrectionnel dans le but de changer le régime constitutionnel, avoir participé à l'assassinat de policiers et militaires à partir du 13 mai 2015 et avoir participé à la dégradation de biens tant public que privés". "Mouvement insurrectionnel" est l'expression utilisée par le pouvoir burundais pour désigner les manifestations de 2015 contre la décision du président Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat, obtenu en juillet de la même année. Des centaines de Burundais ont été condamnés depuis pour ce chef d'accusation.

 

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});